

## Introduction du thème IV

*Jean-Luc Le Guellec*

*Retraité section des Côtes d'Armor 22*

*Académie Rennes*

Cette introduction propose de faire le bilan des récentes évolutions sociales, syndicales et politiques, elle n'est pas sans poser, de mon point de vue, quelques problèmes.

La grille de lecture « gauche socialiste / gauche non socialiste » pour analyser la séquence de l'élection présidentielle est anachronique. Nostalgie pour nostalgie, pourquoi ne pas prendre le binôme « gauche communiste/gauche non communiste » tant qu'on y est ? La crise du politique qui s'est révélée lors de cette élection a bouleversé le paysage partisan avec l'émergence de deux nouvelles forces : LREM et la FI. Quoiqu'on n'en pense, pourquoi rester dans l'implicite et s'interdire de regarder en face ce changement même si nous ne pouvons prévoir son caractère pérenne ou éphémère ?

La lecture unilatéralement pessimiste de cette séquence fait dire que le bon score du premier pour obtenu par la « gauche non socialiste » (on suppose JLM ?) s'est « rapidement émoussé lors des législatives ». Depuis « l'inversion du calendrier », il y a toujours une très forte montée de l'abstention lors des législatives suivant la présidentielle, cette réalité est déplorable mais pas nouvelle dans la logique de la Vème République. Signalons, toutefois, qu'aux élections de 2012, le FDG n'atteignait pas les 7% alors qu'en 2017, FI + PCF atteignent, aux législatives, les 15 %. N'y aurait-il pas là quelques leçons à tirer ?

La connotation par trop pessimiste de cette introduction se retrouve dans la formulation « *la sclérose du débat public et la marginalisation des organisations syndicales contestataires laisse une large place aux demandes du patron et du Medef...* ». Que les idées dominantes dominant, c'est vrai mais la séquence électorale a quand même popularisé des propositions qui éloignent le débat de « la sclérose », qu'on y souscrive ou non, signalons : le revenu universel, le « 100% Sécu », la transition écologique...

Par ailleurs, nous nous définissons, nous-mêmes, comme organisation syndicale contestataire marginalisée avec, sans doute, la CGT et Solidaires (?). C'est une première ! Nous nous sommes toujours définis comme syndicat de luttes et de propositions et nous n'avons jamais limité notre orientation syndicale à la seule contestation que je sache. Que le syndicalisme de transformation soit affaibli c'est incontestable et il est légitime de le signaler mais nous n'en sommes pas encore à la marginalisation. Que le pouvoir cherche à nous marginaliser dans les instances de concertation et de négociation, sans aucun doute, mais que nous soyons marginalisés dans la société, c'est peut-être aller un peu vite en besogne.

J-L Mélenchon a la chance d'être la seule personnalité politique de gauche à être citée dans les textes préparatoires, certes, pour le critiquer mais quand même ! Il lui est reproché d'avoir fait, aux syndicats, le procès de porter l'échec de la gauche progressiste. JLM mérite, comme d'autres hommes ou femmes politiques non mentionnés, la critique mais ce qu'il a exprimé,

certes de façon irritante, c'est que la division syndicale fut une cause de l'échec des mobilisations contre les ordonnances « travail » à l'automne. C'est exactement, ce qui est expliqué dans les lignes de l'introduction qui suivent cette critique. Précisons qu'il n'a pas fait porter aux syndicats la responsabilité de son échec à la présidentielle comme le suggère cette formulation.

Il est justement indiqué que le syndicalisme doit créer les conditions pour « freiner la montée en puissance d'un bloc réactionnaire et nationaliste ». Nous en serons tous d'accord, reste cependant une interrogation : Emmanuel Macron, très pro-européen, serait-il extérieur à ce bloc réactionnaire ? Dans la perspective des prochaines élections européennes, cherchons à traquer l'implicite pour ne pas engager trop rapidement le SNES dans cette affaire.

Ces remarques critiques n'enlèvent rien de mon accord avec l'idée avancée de travailler à l'unité syndicale, à accroître nos liens avec les mouvements associatifs ainsi qu'avec les forces politiques en rupture avec le libéralisme mais les déceptions accumulées dans la dernière période ne doivent pas nous conduire à une lecture unilatéralement pessimiste de la situation. Les phénomènes comme « Nuits debout » ou, comme l'engagement d'une partie de la jeunesse derrière JLM indiquent un potentiel important de mobilisation. Les formes d'engagement de la jeunesse sont plus épisodiques et moins pérennes que celles des générations antérieures. Elles expriment, aussi, de nouvelles attentes démocratiques dans la conduite des mobilisations avec, parfois, une méfiance vis-à-vis des organisations. Sachons analyser ces réalités, les prochains syndiqués comme les prochains militants sont parmi ces « mobilisables », pour l'instant, nomades. La tâche est urgente pour notre syndicalisme.